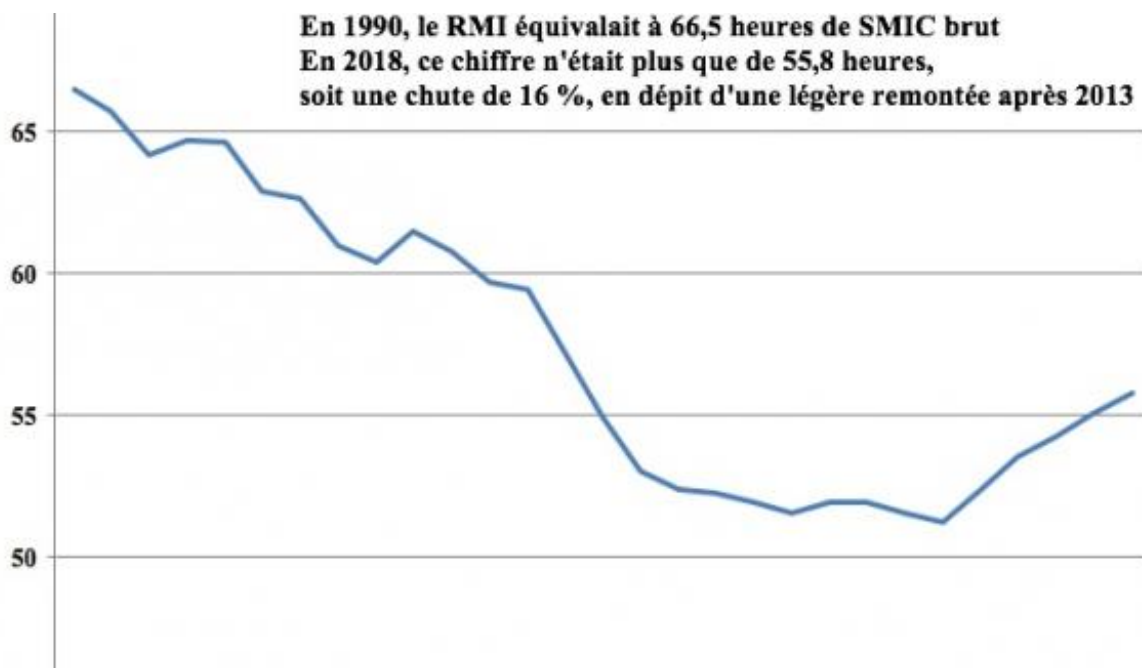


Macron a tout faux sur les chômeurs et les soi-disant « assistés »

blogs.alternatives-economiques.fr/gadrey/2019/01/25/macron-a-tout-faux-sur-les-chomeurs-et-les-soi-disant-assistes

- Jean Gadrey
- 25/01/2019



Les innombrables petites phrases d'Emmanuel Macron sur le sujet ne sont pas des dérapages, vu qu'il les enchaîne avec une régularité de métronome. Nous allons donc en avoir d'autres dans les mois à venir avec ce « grand débat » transformé en campagne préélectorale, dont l'objectif secondaire est l'espoir de tenir les gilets jaunes à distance : les gilets gênent.

Les deux dernières en date ont été prononcées à l'occasion de ses rencontres fort bien organisées, filtrées et encadrées ([voir ce témoignage](#)) avec des maires, la première fois dans l'Eure, la seconde à Souillac. Dans l'Eure, à Gasny, le 15 janvier, c'était : "Les gens en situation de difficulté, on va davantage les responsabiliser car il y en a qui font bien et il y en a qui déconnent". À Souillac, le 18 janvier : "certains ont plus intérêt à travailler quatre à six mois, se remettre au chômage et trouver des combines à côté".

Pour d'autres macronades, dont la plupart suintent le mépris du peuple et expriment l'idée que les pauvres et les chômeurs n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes, voir la recension qu'en fait [Gérard Filoche sur son blog](#). Parmi beaucoup d'autres sur les pauvres et l'assistanat, les quatre suivantes sont limpides quant au fond de la pensée jupitérienne :

- "Si j'étais chômeur, je n'attendrais pas tout des autres. J'essaierais de me battre d'abord" (02/2015)

- "Le chômage de masse, en France, c'est parce que les travailleurs sont trop protégés" (02/2017)

- "Ceux qui naissent pauvres restent pauvres. Il faut responsabiliser les pauvres pour qu'ils sortent de la pauvreté" (06/2018)

- "Hôtels, cafés, restaurants, je traverse la rue, je vous en trouve, ils veulent simplement des gens qui sont prêts à travailler. Avec les contraintes du métier" (15 septembre 2018)

Depuis des années que de tels arguments sont répandus – c'est monté en puissance avec Sarkozy, mais des précédents existent dès les années 1990 - presque tous ceux et celles qui ont mené des études sur la pauvreté et le chômage ont abouti à la même conclusion : dans leur immense majorité, les pauvres et les chômeurs ne sont en aucune façon responsables de leur situation. Les arguments « à la Macron » sont des arguments « à la con ».

PREMIÈRE IDÉE FAUSSE : LE NOMBRE ÉNORME D'OFFRES D'EMPLOI NON SATISFAITES

J'en viens aux quatre principales idées fausses, régulièrement rabâchées sous une forme ou sous une autre par nos premiers de cordée. J'actualise ici [deux billets de novembre 2014](#) sur le sujet, à une époque où le socialiste François Rebsamen demandait à Pôle Emploi de renforcer les contrôles et les sanctions contre les chômeurs, en utilisant une grossière diversion : le nombre selon lui énorme des emplois non pourvus. Ce mensonge a été maintes fois répété ces dernières années. Voici un extrait d'une bonne mise au point d'une journaliste d'Europe 1 (16 février 2017), à écouter ou lire intégralement [via ce lien](#).

600.000 offres d'emplois ne seraient pas pourvues en France, est-ce vrai ou faux ?

C'est faux. Ce chiffre est assez loin de la réalité. En fait nos politiques cafouillent allègrement entre des notions qui n'ont rien à voir.

Mais est-ce que l'on peut estimer ce nombre d'offre non pourvues ?

*Alors oui, en recoupant plusieurs sources. En 2015, Pôle Emploi a reçu 2,5 millions d'offres et une partie de 15% n'a pas été satisfaite. Pour comprendre pourquoi, l'agence a conduit une étude. Bilan : une entreprise sur trois n'avait plus besoin de recruter, elle a donc annulé son offre. D'autres ont manqué de budget. En fait, 111.000 postes n'ont pas été pourvus en 2015, faute de candidats et encore, la moitié de ces postes étaient des CDD de moins de six mois. Donc emploi durable, en CDI, c'est environ 50.000 offres non pourvues faute de candidats. Il faut extrapoler parce que Pôle Emploi ne gère que 40% des offres environ. La fourchette la plus honnête, et celle qu'on doit retenir, c'est **150 à 250.000 offres d'emplois non pourvues chaque année, faute de candidats, et la moitié seulement en CDI.***

Rappel : il y a 5,6 millions de personnes inscrites à Pôle emploi en catégories A, B et C

(France métropolitaine). Les quelque 200.000 emplois non pourvus en représentent 3,5 %, et seulement 1,8 % si on se limite aux emplois en CDI !

DEUXIÈME IDÉE FAUSSE : « LES PAUVRES ET LES CHÔMEURS NE VEULENT PAS TRAVAILLER »

Il y a quelques années, j'avais coordonné une petite enquête par entretiens approfondis menée par l'association AC ! de ma région auprès de 16 personnes au chômage ou en emploi précaire. Ce n'est évidemment pas représentatif, mais c'est significatif, d'autant que les autres sources que je citerai (dont le livre d'ATD « En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté », 3^e édition, 2017), confirment ces résultats « qualitatifs ».

Que nous disent en résumé les personnes rencontrées à qui l'on a posé la question : « Que représente le travail pour vous ? ». Pour 11 personnes, le travail est vu comme une valeur positive ou très positive, dont deux avec des réserves. Pour 4 personnes, le jugement est nuancé (c'est important pour vivre, mais il y a travail et travail et ce n'est pas tout dans la vie). Pour une personne seulement, le jugement est très négatif.

Ces constats sont confirmés par des études en France et à l'étranger, certaines anciennes, d'autres plus récentes. Une vaste enquête européenne avait montré en 2000 que 64 % des chômeurs déclaraient qu'ils souhaiteraient travailler « même dans l'hypothèse où cela ne serait pas pour eux une nécessité sur le plan financier ». Or seulement 48 % des personnes ayant un emploi estimaient qu'elles souhaiteraient continuer à travailler dans la même hypothèse. Et, pour l'ONPES (Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale, 2011), « selon les données d'études dont nous disposons, on observe plutôt que de plus en plus de personnes cherchent à travailler pour échapper à la pauvreté » ([source](#)).

Il est clair que **l'immense majorité des chômeurs et des précaires souhaite travailler, mais** dans notre petite enquête nous leur avons posé aussi la question : « Êtes-vous prêt à prendre N'IMPORTE QUEL EMPLOI ? ». Et là, les réponses ont été très contrastées : 9 oui, avec parfois une nuance, 7 non assez catégoriques. Exemple de OUI : « oui, car on est obligé de vivre. Il n'y a pas de sous-emploi. La dignité est dans l'emploi » (Farid, 30 ans, alternant petits boulots et chômage). Exemple de NON : « non pas n'importe lequel. Parce que je travaille avec un minimum de dignité et de respect de la personne... si je suis traitée comme un chien et qu'on m'exploite alors j'arrête » (Fatima, 37 ans, chômeuse depuis 18 mois).

Pour interpréter ces réponses contrastées deux facteurs jouent en sens inverse. Le plus important est la multiplication de petits boulots indignes (conditions de travail, horaires, précarité), mal payés, à temps très partiel, pour des périodes limitées, etc. Si on posait cette même question à des gens ayant un emploi stable, il est certain que l'immense majorité d'entre eux répondrait : NON, je ne prendrais pas ce type d'emploi.

Mais l'autre facteur, celui qui explique les OUI, est que pour sortir du drame humain qu'est le chômage persistant, une partie des chômeurs, ici un peu plus de la moitié, est prête à accepter « n'importe quoi ». C'est un résultat terrible : le chômage de masse peut conduire des gens dignes et courageux à accepter des emplois indignes dans une société dite développée. D'autres résistent, c'est une autre forme de courage. Toutes ces formes sont dignes, c'est notre société qui est indigne, et certains responsables politiques indécents.

TROISIÈME idée fausse : les chômeurs et les pauvres N'ONT PAS INTÉRÊT FINANCIÈREMENT A TRAVAILLER

C'est le thème clé de l'assistanat. A force d'aider les pauvres et les chômeurs, on produit du chômage. On aurait moins de chômage s'il y avait moins d'aides publiques pour les chômeurs. Les économistes libéraux n'ont cessé d'insister sur ce thème des incitations monétaires.

Ces idées fausses ignorent que 1) les freins à la reprise d'un emploi sont nombreux, à commencer par le nombre dérisoire d'emplois disponibles par rapport au nombre de ceux qui en cherchent ; 2) parmi ces freins, la faiblesse supposée des incitations monétaires joue un rôle mineur, et 3) les chômeurs et les pauvres, loin d'être accros aux aides, n'y ont souvent pas recours alors qu'ils y ont droit. Les plus riches, qui bénéficient de niches fiscales ou d'autres cadeaux publics, en profitent avec gourmandise et cela se compte en... centaines de milliards : voir [ce billet sur l'assistanat des riches](#).

Selon une enquête du Trésor de 2009 auprès de 7.000 allocataires du RSA, de l'API et des ASS, si un quart des bénéficiaires du RSA ne recherchaient pas activement d'emploi, c'était d'abord à cause de leur état de santé, de contraintes personnelles, du sentiment de ne pas être employable en raison d'une période d'inactivité trop longue, de l'absence de moyens de transport ou de garde des enfants... ET SURTOUT DU FAIT QU'IL N'Y A PAS D'EMPLOI DISPONIBLE. Dans cette enquête, **seuls 4 % des sondés donnaient comme raison de leur inactivité la non rentabilité financière de la reprise d'activité**.

J'ajoute un argument, celui du NON RECOURS, lorsque des personnes en difficulté ne sollicitent pas des aides auxquelles elles ont droit, et cela pour diverses raisons (voir l'idée fausse n° 18 du livre d'ATD). C'est un phénomène énorme. Le taux de non recours était de 68 % des droits au RSA activité (remplacé depuis par la prime d'activité), 35 % pour le RSA socle, 29 % pour la CMU, et de 50 à 70 % pour les tarifs sociaux du gaz, de l'électricité et des transports. SOIT AU TOTAL UNE SOMME ANNUELLE NON RECLAMEE DE 11 MILLIARDS D'EUROS !

A côté, ce qu'on appelle la fraude aux prestations sociales est négligeable, nettement moins de 1 milliard, et dans tous les cas les pauvres fraudent infiniment moins que les riches ou les entreprises (voir l'idée fausse n° 29 du livre d'ATD).

QUATRIÈME IDÉE FAUSSE : « EN FAIT, ON NE VIT PAS MAL AVEC LES AIDES PUBLIQUES »

Certains estiment même que, vu tous les « avantages » qui vont avec, on vit aussi bien voire mieux qu'en étant en emploi à temps plein. Cette idée est carrément fausse mais elle existe. Une partie de nos concitoyens ignore le montant du RSA ou d'autres minima. Et ils ne savent pas que, depuis 1990, le pouvoir d'achat de ces minima a nettement décroché par rapport à celui du SMIC horaire (ANNEXE).

POURQUOI TANT DE MÉPRIS ET DE DÉTESTATION ?

On peut et on doit se demander pourquoi l'oligarchie au pouvoir exprime tant de hargne vis-à-vis de millions de gens qui subissent une exclusion dramatique, pourquoi il faut absolument les désigner comme responsables et coupables de leur sort, quel bénéfice

politique les élites néolibérales en attendent, qu'est-ce qui conduit un Macron et ses semblables à tant d'inhumanité. Ce sera pour le prochain billet. Ce n'est pas sans rapport avec le mouvement des gilets jaunes.

Sur le même sujet, voir également Dominique Méda dans cette récente tribune du Monde, [Mais « qui est ce “on” qui semblerait ne pas préférer systématiquement le travail » ?](#)

ANNEXE : Le grand décrochage

Depuis les années 1990, le niveau du RMI devenu RSA a nettement baissé par rapport au SMIC : « la situation relative des allocataires des minima sociaux s'est progressivement dégradée en termes de pouvoir d'achat par rapport au SMIC » (ONPES). Ce creusement est identique quand on raisonne en SMIC horaire net. C'est un peu plus compliqué en termes de SMIC mensuel en raison du passage d'une partie des salariés du régime légal des 39 heures aux 35 heures.

